



HAL
open science

L'émergence de nouvelles forces politiques tunisiennes en période électorale, entre hybridation du politique et citoyenneté hybride

Itidel Fadhloun Barboura

► To cite this version:

Itidel Fadhloun Barboura. L'émergence de nouvelles forces politiques tunisiennes en période électorale, entre hybridation du politique et citoyenneté hybride. 2021. ⟨halshs-03418241⟩

HAL Id: halshs-03418241

<https://shs.hal.science/halshs-03418241v1>

Preprint submitted on 6 Nov 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

« L'émergence de nouvelles forces politiques tunisiennes en période électorale, entre hybridation du politique et citoyenneté hybride »

Itidel Fadhloun, Docteur en science politique, IEP de Lyon, Laboratoire Triangle, LIA, du CNRS, UMR 5206, ENS Lyon (membre du comité de rédaction de l'ATEP)

1. Introduction

Après une révolution et trois périodes électorales achevées¹, les confrontations d'idées, de courants et d'acteurs restent encore tendues et en constante évolution. Communistes, sociaux-démocrates, islamistes, nationalistes arabes, libéraux, marxistes, progressistes indépendants, tous sont entrés dans l'arène démocratique dans l'intention ostensible de relever les défis lancés par la révolution, d'assurer un développement économique équilibré et de protéger les libertés individuelles et collectives. C'est donc une période favorable au changement et très attendue des électeurs tunisiens.

Seulement, l'entrée dans la bataille électorale de 2019 a vu émerger une nouvelle ligne de partage du paysage politique sur fond d'un pluralisme de façade. C'est d'abord la pléthore de listes (plus de 1500) et de candidats aux législatives (plus de 15000) qui sonne le glas d'une période politique tendue au tintement accéléré par le décès du président Beji Caid Essebsi le 25 juillet 2019, soit quelques semaines avant l'échéance électorale. C'est également ce nouvel épisode qui favorisera l'éclatement d'un schisme politique en plusieurs fragments et qui altérera le son du glas par des dissonances d'acteurs politiques dont un tiers sont des listes indépendantes, peu démarquées entre elles sur le fond.

Dans la continuité de notre analyse relative à cette période charnière, on observe de nouveaux partis politiques sortis des entrailles de Nida Tounes tels que Tahya Tounes représenté par le Premier ministre Youssef Chahed, ou encore Qalb Tounes créé par Nabil Karoui incarcéré pendant une importante partie de sa campagne électorale². D'autres formations présentent des visages nouveaux, comme le mouvement Aïch Tounsi, financé par Olfa Terras, candidate à Bizerte-nord et mariée au franco-canadien Guillaume Rambourg, ou encore des indépendants à l'instar de Nidhal Kraïem, Hamdi Alaya, Fathi Krimi ou encore Nizar Chouk.

¹ Elections provisoire de 2011, les élections de 2014 et celle de 2019

² Nabil Karoui, arrive deuxième du premier tour avec 15,58 % des voix, opposé au juriste conservateur Kais Saïed en tête avec 18,40 %. (Source : ISIE)

Cette première fragmentation de partis et l'apparition de nouveaux acteurs annoncent un bouleversement politique brusqué, paradoxal et saisissant dans les jeux d'acteurs, avec des rebondissements surprenants digne d'un polar énigmatique.

Pour cause, tandis que certains acteurs se mettent en scène pour proposer le changement, d'autres font compagnie les uns contre les autres, raisonnent alors de véritables esclandres annonciateurs de liminalité et de nouveaux discours. Aux vues de ce constat, nos interrogations portent sur cette nouvelle forme d'action politique et citoyenne à l'approche des élections tunisiennes de 2019. Ceci nous amène à l'hypothèse sous-jacente « *d'une hybridation du politique* » (NEFFISA.S. ; 2009) elle-même maïeuticienne d'une citoyenneté hybride.

En effet, force est de nous interroger directement sur les facteurs endogènes à l'origine de ces nouveaux positionnements. Est-ce l'hybridation des actions collectives qui entraîne et force l'hybridation du politique et l'affaiblissement de courants et de grands partis politiques tunisiens ? Est-ce également cette même configuration qui entraîne le déplacement d'un schisme politique *islamistes vs démocrates laïcs* vers une nouvelle bipolarisation de type *réactionnaires en tout genre vs démocrates progressistes* ?

Selon les travaux de TILLY.C et TARROW. S (2008) et dans le prolongement de l'analyse de BEN NEFFISA S. (2009), nous affirmons que la Tunisie, par l'installation d'une démocratie naissante, se démarque des autres pays arabes par une démocratie à capacité étatique modérée, voire faiblement modérée.

C'est à ce titre que les expressions individuelles et collectives sont protégées et les actions collectives, lorsqu'elles ne portent pas atteinte à la sécurité du pays, ne subissent pas ou peu de répressions abusives de la part du gouvernement tunisien. Réciproquement, sa capacité étatique ne permet pas la répression systématique en cas de désordre social, ni la prise en considération factuelle des revendications citoyennes.

Il en découle une démultiplication d'acteurs politiques qui cherchent à se démarquer dans cette course électorale. Une question se pose alors ; *comment ces acteurs existent-ils en politique ?* pour reprendre l'expression de Michel ROCARD (M. Rocard, 2006, p.59-70) qui mettait l'accent bien plus sur les mécanismes d'existence politique que sur les résultats. Il précise que « la démarche de De Jouvenel consiste à dire qu'on ne saurait comprendre les

mécanismes réels de la politique sans faire l'effort de les décomposer en leurs particules élémentaires ».

C'est bien l'ambition de notre travail car nous savons que *la politique du conflit* représente la partie la plus visible en période électorale. On vient à penser que celui qui pourra sortir d'un conflit politique qu'il soit personnel ou du parti, pourra sortir le pays de toute crise. Nul ne peut ignorer le lien de causalité entre la gestion de ce type de crise avec la gestion des crises issues des actions collectives et des mouvements sociaux. C'est donc affaire de négociations politico-citoyennes.

Selon Charles TILLY et Sidney TARROW (C. Tilly et S.Tarrow,2008. p.63-92), « la politique du conflit » serait tributaire des types de régimes politiques avec une gestion institutionnelle à tous les niveaux. Les modes de gestions seraient fonctions de la nature des régimes politiques selon qu'ils soient ou non démocratiques, à forte ou à faible capacité étatique. Ils dressent ainsi quatre types de conflits permettant de calibrer la force ou la faiblesse de l'action collective et des mouvements sociaux.

La lecture des travaux nous apprend que, plus la capacité étatique est forte, plus l'opposition clandestine est présente et plus la répression est importante. A contrario, plus la capacité étatique est faible, plus les rivalités entre groupes sont importantes laissant place souvent aux guerres civiles, aux coups d'Etat et autres types de dérives (TILLY.C et TARROW. S. ; 2008.p.63-92).

En ce qui nous concerne, il est bien question pour la Tunisie d'une capacité étatique faiblement modérée, car nouvellement démocratique, soit, des actions collectives et des mouvements sociaux en terrain nouvellement conquis (par l'inefficience politique depuis la révolution de 2011). C'est sans doute de ce constat que notre hypothèse d'hybridation du politique prend tout son sens.

Afin d'être en mesure de comprendre les fragmentations de partis et les apparitions de nouvelles formations et d'acteurs politiques, nous procéderons, par la suite, à l'analyse du nouveau contexte politique post-électoral de 2019, des nouvelles formations politiques ainsi que leurs mécanismes. Nous nous intéresserons par la suite aux profils d'électeurs hybrides détenteurs d'un *empowerment collectifs* efficaces en cette période électorale cruciale.

2. Nouveau contexte politique, nouveaux acteurs, nouveaux questionnements

Le vainqueur accole finalement la classe politique à la frange de la société qui lui a donné sa voix. Il s'agit d'un enseignant universitaire aux allures, d'un homme rigoureux, rigide et conservateur. Cette même catégorie d'électeurs a voté pour un candidat indépendant, Kais Saïed, qui, dans son programme, propose de subvertir le système qui l'a mené au pouvoir.

De plus, par sa formation en droit, Kais Saïed légitime un discours procédurier et juriciste sur le politique, ne prenant en compte que l'aspect strictement juridique d'une règle.

Depuis la révolution de 2011, il défend le renforcement de la société civile et la réorganisation du système étatique et notamment électoral par une verticalité du bas vers le haut. C'est en partie ce qui explique aujourd'hui, son soutien à une forte décentralisation locale et régionale, avec l'idée assumée et démarquée d'une révocabilité des élus³.

Sa victoire démontre d'emblée une quête de changement et d'hybridation de la part de ses électeurs, à l'image des premières aspirations de la révolution de 2011 restées encore à ce jour inassouvies.

Le succès du nouveau président Kais Saïed élu à 72,71% des voix, soit 2777931 d'électeurs, souligne indéniablement une révulsion d'une grande partie de l'électorat tunisien vis-à-vis de la classe politique traditionnelle.

Pourtant à l'Assemblée des Représentants du Peuple (ARP), Le parti d'inspiration islamiste, Ennahda, ressort vainqueur avec 52 sièges sur 217 (pour 89 sièges en 2011 et 69 en 2014), devant Qalb Tounès ("Au cœur de la Tunisie"), le nouveau parti représenté par Nabil Karoui, qui remporte 38 sièges. D'autres formations politiques font leur apparition à l'ARP. Il s'agit du Parti Destourien Libre (PDL), représenté par Abir Moussi et qui remporte 17 sièges ou encore le parti El Karama, (coalition de la dignité), un parti islamiste, francophobe, qui remporte 21 sièges à l'ARP. Ces deux derniers partis ont retenu notre attention du fait qu'ils s'opposent sur le fond mais se rejoignent dans ce que nous qualifions de courant réactionnaire. Chaque formation défend une idéologie bien déterminée et répond aux attentes d'électeurs avisés et déterminés. A partir de ces premières observations, nous nous

³ <https://news.barralaman.tn/kais-saied-candidat-elections-fr/>

sommes interrogée sur les facteurs d'adhésions politiques et les partis qui ont maintenu une certaine endurance électorale depuis l'avènement de la révolution.

Nous nous sommes intéressée dans ce qui suit à l'évolution des forces politiques tunisiennes après 2011.

On distingue trois caractéristiques principales des forces politiques les plus attractives :

- Celles qui s'inscrivent dans la durée (MP⁴ et Ennahdha, représentés au parlement depuis 2011) et qui sont fortement soutenues par les transnationaux (Ennahdha, Cf Tableau 1)
- Celles qui viennent de faire leur apparition dans l'arène politique et qui ont été largement soutenues aux élections législatives de 2019 (Qalb Tounes , El Karama. Tahya Tounes, Cf tableau 2)
- Celles qui apportent des idéologies novatrices, parfois marquées par l'endurcissement (Le Parti Destourien. Cf tableau 2)

Dans le tableau 1, nous présentons deux forces opposées sur le plan idéologique, Ennahdha et Le Mouvement du Peuple (MP). Ces deux partis ont su maintenir et fidéliser un électorat présent depuis 2011 contrairement à d'autres formations politiques moins attractives sur la durée. Force est de rappeler que le député Mohamed Brahmi assassiné le 25 juillet 2013 a été le coordinateur général du parti Mouvement du Peuple, soutenu principalement par les électeurs nationaux en comparaison au parti islamiste Ennahdha qui a su fidéliser une importante catégorie d'électeurs transnationaux.

⁴ Le parti du Mouvement du Peuple (حركة الشعب)

Tableau 1. Evolution des résultats (nationaux et à l'étranger) de 2 forces politiques au parlement (ANC puis ARP) depuis les élections législatives tunisiennes de 2011.

| Nombre de sièges Périodes électorales | Ennahdha | | Mouvement du Peuple ⁵ | |
|--|----------|---|----------------------------------|---|
| | N | T | N | T |
| 2011 (nombre de siège à l'ANC) | 89 | 9 | 2 | 0 |
| 2014 (nombre de siège à l'ARP) | 69 | 8 | 3 | 0 |
| 2019 (nombre de siège à l'ARP) | 52 | 8 | 15 | 0 |

Sources : l'auteur à partir des résultats de l'ISIE.

Le tableau ci-dessus présente les deux forces politiques tunisiennes qui ont su allier endurance politique et représentativité parlementaire depuis 2011. On constate une fidélité stable et assumée des trans-électeurs tunisiens pour le parti Ennahdha (9 sièges sur 18 en 2011 pour 8 sièges en 2014 et en 2019). Malgré l'absence de représentativité du parti MP au niveau transnational, le parti a su maintenir une endurance significative au niveau national ainsi qu'en témoigne l'important soutien électoral avec 15 sièges obtenus à l'issue des élections législatives de 2019.

L'absence de représentativité du parti Mouvement du Peuple, au niveau transnational malgré la présence du parti à l'étranger s'explique du fait qu'il s'inscrit dans une mouvance nationaliste arabe dont les aspirations et le programme sont tournés vers l'intérieur du pays (idéologie fortement socialiste et nationaliste arabe).

⁵ Le Mouvement du peuple (arabe : حركة الشعب) est un parti politique tunisien qui s'inscrit dans la mouvance du socialisme et du nationalisme arabe. Fondé en 2005 sous le nom des Unionistes nassériens, il est reconnu le 8 mars 2011.

Tableau 2. Les résultats des élections législatives tunisiennes (L.) de 2011 à 2019 et les forces politiques représentées à l'ARP

| Partis politiques | Idéologies et formations politiques | Dirigeants | Résultats L.2019 | Résultats L. 2014 | Résultats L.2011 |
|--------------------------------------|--|-----------------------|------------------------------------|------------------------------|-----------------------------|
| Ennahdha | Centre droit à droite (démocratie islamique , conservatisme , libéralisme économique) | Rached Ghannouchi | 19,55% des voix, 52 députés | 27,79% des voix, 69 députés | 37,04% des voix, 89 députés |
| Mouvement du peuple | Gauche, (Socialisme, panarabisme, nationalisme arabe) | Zouhair Maghzaoui | 4,52% des voix, 15 députés | 1,34% des voix, 3 députés | 0,75 % des voix, 2 sièges |
| Afek Tounes | Centre à centre droit, (libéralisme, progressisme , francophilie) | Yassine Brahim | 1,53% des voix, 2 députés | 3,02% des voix, 8 députés | 1, 89% des voix , 4 députés |
| Nidaa Tounes | Centre gauche à centre droit (bourguibisme, social-libéralisme, sécularisme) | Hafedh Caid Essebsi | 1,51% des voix, 3 députés | 37, 56% des voix, 86 députés | ----- |
| Front populaire | Gauche,(Socialisme, sécularisme , nationalisme arabe, panarabisme) | Mongi Rahoui | 1,12% des voix, 1 député | 3,66% des voix, 15 députés | ----- |
| Courant démocrate | Centre à centre gauche (social-démocratie, social-libéralisme, progressisme nationalisme) | Mouhamed Abbou | 6,39% des voix, 22 députés | 1,93% des voix, 3 députés | ----- |
| Tahya Tounes | Centre gauche à Centre droit (bourguibisme, social libéralisme, sécularisme) | Youssef Chahed | 4,06% des voix, 14 députés | - | ----- |
| Parti destourien libre | Extrême droite, (bourguibisme, conservatisme , etatisme, sécularisme) | Abir Moussi | 6,60% des voix, 17 députés | -- | ----- |
| Au cœur de la Tunisie (Qualb Tounes) | Centre à Centre gauche, (Populisme, sécularisme) | Néjib Karoui | 14,49% des voix, 38 députés | - | ----- |
| Coalition de la dignité (El Karama) | Extrême droite, (populisme, islamisme , conservatisme , francophobie) | Seifeddine Makhoulouf | 5,91% des voix, 21 députés | -- | ----- |
| Badil Tounsi | Centre,(Libéralisme, sécularisme) | Méhdî Jomaa | 1,60% des voix, 3 députés | ----- | ----- |

Sources : L'auteur à partir de récoltes de données ⁶

⁶ Légendes : ----- : les partis présents depuis 2011 avec représentations parlementaires ; ----- : les partis présents, avec représentations parlementaires après au moins 2 élections législatives sur 3 ; ----- : les partis nouveaux, nouvellement représentés à l'ARP.

Références des idéologies politiques tunisiennes pour la période électorale de 2019 (classement à partir des 11 partis représentés à l'ARP) :

- Sécularisme et progressisme : 8
- Libéralisme et social-libéralisme : 5
- Nationalisme arabe : 3
- Conservatisme : 3⁷
- Socialisme : 3
- Islamisme : 2



Sources : L'auteur à partir du traitement des données qualitatives.

D'après le tableau 2, nous constatons que 8 partis sur 11 défendent le sécularisme contre 2 partis sur 11 qui soutiennent l'idéologie islamiste (Ennahdha et El Karama, totalisant à eux deux 73 sièges sur 217). Les promoteurs du libéralisme apparaissent en deuxième position avec 5 apparitions parmi les forces politiques représentées à l'ARP dont 2 nouveaux partis et deux autres formations nées en 2014. Les nationalistes et les conservatistes, ressortent additionnellement 6 fois dans le tableau 2. Deux d'entre eux affichent un durcissement

⁷ Les deux partis islamistes (Ennahdha et El Karama) et le Parti Destourien Libre (PDL) représenté par Abir Moussi.

idéologique avec des positions assez démarquées (C'est le cas du PDL, assumant une certaine nostalgie du RCD et le parti El Karama qui lutte contre la francophilie bien que représenté par deux députés en France : Omar Ghribi, élu dans la première circonscription de la France et Zied Hechmi, élu dans la deuxième circonscription de France.

Devant de tel paradoxe, nous supposons que le choix du territoire électoral serait purement stratégique, c'est-à-dire orienté vers un objectif de « comptes électoraux » (M.Offerle, 1988, pp. 5-21) .

Relativement à nos travaux de 2018 sur la construction du transnationalisme (I.Fadhloun ; 2018.p.166-173), nous supposons qu'il est question ici, d'externalisation politique représentée par ces deux députés et non d'un transnationalisme politique permettant d'une part, le maintien d'une connexion entre les deux lieux (le pays d'accueil et le pays d'origine) et, d'autre part, la préservation des capitaux sociaux dont la défense des intérêts de binationaux et d'expatriés tunisiens.

Face aux tensions de part et d'autre, certains acteurs politiques cherchent le repli vers le passé avec une forte nostalgie. Un proverbe africain dit que « *lorsqu'on a perdu son chemin, il faut revenir au point de départ* ». C'est sans doute ce qui pourrait expliquer le recours aux valeurs nationalistes ou conservatistes. Par ce cheminement, ces acteurs peuvent légitimer des programmes politiques reposant sur une continuité sociohistorique et défendre une idéologie basée sur une fondation reconnue (culturelle, identitaire, religieuse etc). C'est le cas du PDL, d'El Karama, ou encore d'Ennahdha. D'autres vont au contraire chercher à déconstruire pour bâtir une idéologie nouvelle proche des aspirations socioéconomiques du peuple et ouverte sur le monde. La multi fragmentation de trajectoires et de discours renforce l'idée d'une hybridation politique, en écho à une citoyenneté tunisienne hybride.

Dès lors, les méthodes de rapprochement vers l'électeur sont différentes, parfois même surprenantes. Cela s'est retrouvé par exemple dans la campagne du président élu, ayant compris le peuple dans sa recherche de *contenant* (la proximité, les jeunes, la modestie, , le dialogue, l'empathie, les objectifs de la révolution ..), sans certitude pourtant, de pouvoir proposer *le contenu* (*un programme clair pouvant solutionner la crise économique et permettre une importante employabilité des jeunes et des classes sociales à faibles revenus*).

C'est également le cas de la représentante du parti Aïch Tounsi, financé par Olfa Terras qui a présenté une méthode nouvelle d'investigation et de recherche de solutions par des enquêtes de terrain de grandes envergures au cœur de la population tunisienne. Nous évoquerons de surcroît, la méthode utilisée par Nabil Karoui, qui a bâti sa notoriété politique sur un fonctionnement nouveau reposant sur le terrain, l'action et la solidarité médiatisée.

Sous la pression du peuple tunisien désabusé du politique et sous la pression imposée par le contexte démocratique et notamment les bailleurs de fonds internationaux, la contrainte est de répondre à une demande démocratique qui impose « un pluralisme par défaut » (Neffisa.S,2009). Dans la continuité de notre raisonnement, la bipolarisation politique sur un mode strictement binaire, *partis islamistes vs partis démocrates*, perd toute sa pertinence au regard des attentes du peuple en quête de bouleversement, de nouveauté, d'audace, de transparence, d'honnêteté et de réforme.

La typologie des formes de l'action collective selon les analyses de S. TARROW et C. TILLY (2008) a renforcé notre idée de processus d'hybridation citoyenne en Tunisie. Dans son ouvrage « *La France conteste, de 1600 à nos jours* », C. TILLY (1986) affirme que « *Toute population a un répertoire limité d'actions collectives, c'est-à-dire de moyens d'agir en commun sur la base d'intérêts partagés* ». (C. Tilly, 1986, 137-138) Le répertoire d'action collective des électeurs tunisiens correspondrait à un ensemble d'actions, considérées légitimes par les acteurs des mouvements sociaux, pour porter leurs voix sur une problématique sociale, culturelle et économique et qui serait destinée à son tour (la voix) à être restituée dans les urnes.

Depuis le bouleversement social de 2011, le peuple tunisien a construit son propre répertoire d'actions collectives : les sit-in au bardo, les manifestations, les rencontres associatives, syndicales, les contestations dans la rue et notamment les TIC. Hatem M'rad souligne qu'on trouve « *dans Facebook un espace propice à la promotion de leurs causes, la légitimation de leurs actions et la reconnaissance de leur existence.* » (M'RAD H. 2016.p.15).

Notre observation de terrain, nous a permis de constater que ces formes d'actions sont amenées à évoluer bien que les pratiques demeurent majoritairement les mêmes. Même si l'espace numérique a joué un rôle d'espace public de contestation où se confrontent citoyens et acteurs politiques, les outils techniques utilisés sont communs et les formes d'expression

et de protestations possèdent des caractéristiques similaires à celles que l'on retrouve chez les acteurs politiques. Pourtant, malgré la proximité entre individu ou groupe que permet l'utilisation des TIC, malgré les témoignages en présentiel ou sur le net, malgré les dialogues ou tentatives de dialogue avec les élus, le fossé entre citoyens et acteurs politiques n'a fait que s'accroître.

On peut comprendre par-là, pourquoi le peuple tunisien, malgré ses actions collectives et individuelles n'a pu trouver pleinement satisfaction à ses demandes. C'est que, les mouvements sociaux qui « *obtiennent le plus souvent satisfaction sont les groupes qui savent produire le multiple le plus élevé de trois facteurs : le nombre des participants, la volonté d'agir, la netteté du programme mobilisateur* » (C. Tilly, 1984.p.95). Dans cet ordre d'idées, il est possible que ces formes d'hybridation citoyenne soient à l'origine du processus d'hybridation des partis politiques tunisiens, poussés vers un *systémisme* imposé par le bas.

Dés lors, c'est une nouvelle lutte qui remet en question la bipolarisation opposant courant islamiste et courant démocrate progressiste. Il n'est plus question de confrontation entre courants strictement idéologiques mais de relever concrètement le défi social et économique à l'origine des premiers bouleversements par une transformation du rapport à la gouvernance avec pour objectif la sortie de crise sociale et la reconnexion avec le citoyen. L'hybridation politique se manifeste principalement auprès des courants réactionnaires, libéraux et socio-démocrates progressistes sans exclusion du conflit de sécularisation ou d'islamisation.

3. Les tigres en papier⁸ contre les « hétérodoxes⁹ libéraux »

Pour reprendre l'expression de Mao TSE TOUNG¹⁰, les réactionnaires sont *des tigres en papier*, qui ont constamment recouru au passé pour revenir à un état politique révolu. Dans le contexte de la Révolution française, le terme désigne, au début du Directoire, en 1795, les royalistes qui considèrent les institutions monarchiques supérieures à celles produites par la Révolution et contestent du même coup le régime républicain. Les réactionnaires désignaient

⁸ Expression de Mao Tsé Toung pour parler des réactionnaires

⁹ Selon l'expression de Menéndez y Pelayo pour évoquer les personnes du progrès, reprise dans l'analyse d'Edouardo DE FARIA

¹⁰ Discours de Mao Tsé-toung (Shaoshan, Hunan, 1893-Pékin 1976)

les contre-révolutionnaires, placés à droite et même à l'extrême-droite pour les opposer idéologiquement à une gauche qui incarne l'idée de progrès. La droite étant conservatrice et le réactionnaire défend le retour en arrière. C'est un peu le cas de certains courants de types nationalistes arabes, nostalgiques du bourguibisme, du RCD comme le PDL ou l'idéologie politique prônant un islamisme dominant sans influence de l'occident comme le parti El Karama ou encore Ennahdha dit « la renaissance ». Toutes ces idéologies ont pour volonté de retrouver une situation sécurisée et sécurisante sur le plan des valeurs, y compris les partis islamistes qui imposent de surcroît une idéologie religieuse reposant, entre autres, sur les mêmes idées de retour aux sources et aux fondations reconnues.

En revanche, les esprits progressistes et libéraux plus indépendants et individualistes, représentent les acteurs du progrès, de la réforme et du changement, ce qui pourrait à bien des égards, répondre aux exigences sociales et économiques d'une grande partie de l'électorat tunisien.

Le progressisme est une tendance politique favorable aux réformes sociales et économiques, en opposition au conservatisme que l'on pourrait retrouver chez certains courants réactionnaires. Les esprits progressistes et libéraux ont toujours été présents en Tunisie même aux périodes les plus sombres de l'histoire du pays. En revanche, étant un courant d'opposition sous l'ère bénalienne, un grand nombre d'entre eux a été contraint à l'exil, le courant idéologique a souffert de cette mise à distance avec les tunisiens du pays. Sa déterritorialisation a affaibli son champ d'extension national. De plus, le courant progressiste n'a pu s'ériger en force à l'extérieur du pays au même titre que les islamistes, très soutenus par les transnationaux.

Pour le réactionnaire, il n'est plus seulement questions d'idéologie, mais de retour aux sources, à des fondamentaux conciliants et consolateurs. Le réactionnaire cherche l'assurance tandis que le progressiste prend des risques et propose un ailleurs, chez soi, avec le défi de le rendre meilleur.

Sans intention de défendre une analyse réductrice et strictement binaire, la tendance politique tunisienne, pendant la période électorale de 2019, semble proposer deux représentations et deux orientations qui n'excluent pas l'imbrication d'un schisme présent entre les théocrates et les démocrates progressistes.

Seulement, nous pensons que la nouvelle bipolarisation est de type macrosociologique. Le panarabisme et le nationalisme tunisien ne représentent pas forcément les formations politiques islamistes mais elles peuvent intégrer voire agréger l'islam comme élément déterminant de l'identité tunisienne, tel qu'il est stipulé dans l'article 1 de la constitution tunisienne¹¹.

Parallèlement et contrairement à des représentations figées, les partis progressistes tunisiens, qui défendent un État séculier, ne se définissent pas comme les messagers d'un projet laïc. D'ailleurs, l'enracinement arabo-musulman est souvent présent dans les programmes de partis progressistes. De plus, une grande majorité d'entre eux souhaite conserver l'article premier de la Constitution.

Reliés au nouveau contexte avec l'entrée de nouveaux acteurs, ces constats renforcent bien l'idée d'un nouveau schisme sorti du référent strictement religieux ou séculier.

Les forces politiques sont multiples et variées, mais elles ne réduisent pas forcément leurs divergences au référent religieux. Les problématiques sont aujourd'hui plus larges et les affrontements se font sur d'autres registres et pour des raisons parfois individualistes.

La structure des espaces politiques tunisiens en période électorale devient « multi-organisationnelle et partiellement autonome » (AYARI.M.B. ; 2009). Dans le prolongement de notre analyse, il est possible de constater certaines pratiques politiques hybrides pour pallier les continuelles déceptions et insatisfaction depuis la révolution de 2011.

Ces pratiques politiques se retrouvent sous diverses formes à l'instar du clientélisme, du populisme, de l'empathie surmédiatisée de dirigeants par une prise de position à l'égard d'un fait divers sur les réseaux sociaux etc...

Dans son ouvrage « Histoire de la révolution », Léon TROTSKY (1919) présente une situation qui décrit parfaitement la force de la société civile qu'il définit par « masse » :

"D'ordinaire, l'Etat monarchique ou démocratique, domine la nation ; l'histoire est faite par des spécialistes du métier : monarques, ministres, bureaucrates, parlementaires, journalistes. Mais, aux tournants décisifs, quand un vieux régime devient intolérable pour les masses, celles-

¹¹ Article 1 - La Tunisie est un État libre, indépendant et souverain, l'Islam est sa religion, l'arabe sa langue et la République son régime.

ci brisent les palissades qui les séparent de l'arène politique, renversent leurs représentants, et, en intervenant ainsi, créent une position de départ d'un nouveau régime".(L. Trotsky. 1919.p. 45-52)

Il rajoute également que "*dans une société prise de révolution" les classes s'affrontent et "en un bref laps de temps, jettent à bas des institutions séculaires, en crée de nouvelles et les renversent encore".* Cette dynamique reflète précisément l'effet cyclique des crises et du « dédagisme » depuis 2011.

En outre, les périodes électorales permettent *l'intentionnalité de l'action mise en discours* (KRIEG PLANQUE. A, 2006). Cela favorise la préparation à la sortie de crise en permettant aux électeurs de porter leurs espoirs sur les nouveaux acteurs politiques. Qu'ils soient réactionnaires ou progressistes, c'est l'adéquation entre l'intentionnalité de l'action mise en discours et la popularité des candidats qui va primer. (Qui sont-ils ? d'où viennent-ils ? qu'ont-ils fait ? que proposent-ils ?)

TROTSKY rappelle certaines analogies avec d'autres sociétés en crise qui "*considère les institutions qui la surplombent comme une chose à jamais établis*", comme c'est le cas chez certains courants réactionnaires tunisiens accrochés aux fondamentaux institutionnels.

Il rappelle également que le conservatisme est en chacun de nous, néanmoins, c'est par des "*circonstances indépendantes de la volonté des individus ou des partis*" que des résistants progressistes cherchent à se libérer "*des gênes conservateurs*" qu'ils renferment en eux. L'hybridation politique que nous décrivons dans ce contexte électoral serait la résultante d'une pluralité d'actions évolutives de citoyens qui serait de plus en plus affirmées, assumées, parfois même radicalisées. L'hybridation politique est donc l'effet de cette boucle de rétroaction.

Ces passages de l'ouvrage de Léon TROTSKY sont criants de vérités et indéniablement analogiques avec le contexte politique tunisien. C'est à partir d'une certaine lassitude à l'égard des partis au pouvoir que la masse d'électeurs tunisiens s'est affirmée en assumant la responsabilité de l'instigation politique. Le candidat est avant tout un citoyen à forte capacité d'influence et à bonne qualité du discours.

ROCARD explique les conditions d'une bonne existence en politique : « *Il est dès lors évident que quiconque souhaite exister en politique doit remplir deux conditions initiales : être capable*

de déployer de l'instigation, c'est-à-dire de faire agir autrui, et voir cette capacité reconnue par des tiers ». (ROCARD.M ; 2006,p.59-70).

Il existe un lien très étroit entre le passage du citoyen au candidat politique. Comme présenté par ROCARD, c'est une adéquation entre capacité d'influence, et notoriété suffisante pour obtenir la confiance et la crédibilité de l'électorat. En ce qui concerne notre étude, il semblerait que cette liminalité, c'est-à-dire le passage d'un état de citoyen à celui de candidat se produise sous le mode de l'hybridation politique qui prend elle-même sa source dans l'hybridation citoyenne.

En des termes plus simples, nous pensons que si les interactions entre acteurs politiques changent et évoluent vers des profils atypiques (Kais Saïed), des situations inédites (Nabil Karoui) et des discours radicaux (Abir Moussi), c'est que ces interactions sont contaminées par les interactions citoyennes. Ces évolutions sont également subies par la société civile, sans doute même imposées. C'est le miroir de la société civile que nous confrontons dans les urnes. Les acteurs politiques sont sortis du groupe social pour s'ériger en force politique et attendre le résultat des voix électorales. S'il est bien question d'hybridation politique, c'est qu'il est bien question de pluralisme identitaire et de citoyenneté hybride.

De surcroît, l'incapacité des fractions de la classe dirigeante à trouver un terrain de compromis en période de crise renforce certaines radicalités dans les positions et les attitudes à l'instar de nombreuses mises en scène médiaticopolitiques.

Le taux d'abstention aux législatives à plus de 59% démontre une impossibilité de la part du citoyen tunisien de maintenir une certaine fidélisation politique sur le long terme. LENINE présentait le processus révolutionnaire comme la période où *"ceux d'en haut ne peuvent plus gouverner comme avant et ceux d'en bas ne veulent être commandés comme avant"*. Une situation très éloquentes en Tunisie. En effet, Kais Saïed a remporté l'élection présidentielle de 2019 avec 72,71% des voix, soit 2 777 981 électeurs sur 3 892 095 de votants. Plus globalement, l'électeur tunisien a donné sa voix à un acteur politique hybride et non représentatif des profils types de dirigeants.

Or, si le schisme est persistant sous d'autres formes et par d'autres acteurs, c'est bien la vision réductrice offerte par les médias et agrégée par le citoyen qui en donne les signes certains.

On pense que cette crise prend départ dans l'opposition consentie entre acteurs islamistes, conservateurs et acteurs modernistes, libéraux, progressistes.

Les mots, les slogans, les réactions d'internautes et les affrontements sur le net, tous ces éléments tendent à montrer une vision réductrice et politisée du contexte de crise après une révolution toujours en transition démocratique.

Certes les allégeances sont factuelles mais ne déterminent nullement les causes profondes qui affectent l'ensemble de la Tunisie. Yazid Debbich (2012) souligne dans ses travaux que « *les progressistes, bien que piégés par le calendrier électoral, sont loin de la caricature qu'on en fait. Mais cela vaut aussi bien pour les islamistes tunisiens.* » (Y. Debbich, 2012 p.427-443)

La scène tunisienne est désormais riche en acteurs de tout bord potentiellement légitimes mais aussi potentiellement dangereux qu'ils proviennent d'une mouvance de gauche comme de droite. Le parti extrémiste El Karama, par exemple, partisan d'une lecture beaucoup plus littéraliste et rigoriste du religieux, francophobe et ultra nationaliste devient la nouvelle cible d'attaque. De même, sur un tout autre registre, le parti destourien libre (PDL), représenté par Abir Moussi, incarne une idéologie tendancieuse de type bourguibiste, séculière et conservatrice. Ces deux nouveaux arrivants ont réussi leur entrée dans l'arène électorale avec 17 sièges pour le PDL et 21 pour El Karama. La proximité des résultats aux législatives démontrent un intérêt pour l'électeur tunisien dans la recherche de parlementaires à fort caractère et aux idées assumés.

Ce nouveau paysage avec l'entrée de nouveaux acteurs politiques déplace la conflictualité initiale entre courants idéologiques vers d'autres formes de conflictualité, sans exclusion de la première.

Sans doute est-ce un endurcissement inconsciemment imposé par le « démagisme » des électeurs tunisiens que les orateurs, représentants de ces partis assument avec professionnalisme, sans pour autant proposer de solutions aux problèmes de la crise sociale et économique du pays. Pourtant, les votants ont manifesté leur soutien et espoir en ces incarnations du nouveau politique tunisien. Finalement, l'observation de ces profils de votants « hybrides », surtout la catégorie « jeunes électeurs », pourrait compléter notre analyse pour une meilleure compréhension du phénomène.

4. Le vote hybride des jeunes tunisiens et les insuffisances techno déterministes

Le déterminisme technologique est un courant de pensée par lequel on suppose que le changement technique est un facteur indépendant de la société. Certains pionniers de ce courant de pensée tels que Karl MARX, André LEROI-GOURHAN, ou Merritt ROE SMITH soutiennent l'idée que la société est façonnée par le changement technique. Nous partons de l'hypothèse selon laquelle les changements techniques opérés en Tunisie sont à l'origine des changements sociaux.

Relié à notre objet d'étude, les TIC ont permis l'émancipation politique et citoyenne d'une importante frange de la société tunisienne, y compris les jeunes, qui ont pu être révélés grâce à l'outil technologique sur le plan international. L'utilisation de ces dispositifs modernes dans un contexte électoral tunisien seraient porteurs de message tantôt réactionnaire, tantôt progressistes. Non seulement les TIC ont joué un rôle prépondérant dans les actions collectives et les mouvements sociaux lors du bouleversement social de 2011 mais bien plus, ils ont participé directement au façonnement du paysage politique tunisien. Ceci a permis à chaque citoyen, candidat, électeur de prendre part à la transition démocratique par une participation à distance, aussi bien pour les transnationaux que les nationaux.

Partant de l'idée que les jeunes ont joué également un grand rôle dans la révolution de 2011, il va sans dire que cette catégorie d'électeurs apparaît comme l'acteur au centre de ce déterminisme technologique. La technique est devenue un outil déterminant dans le processus transitionnel tunisien, mais les jeunes sont également capables de s'en détacher pour aller vers d'autres outils et d'autres méthodes politiques jugées révolutionnaires en période électorale.

En effet, la crise des jeunes tunisiens vis-à-vis de la politique tient d'une volonté de subversion du fait d'une révolte et d'une crise de confiance majeure avec la gouvernance et ses acteurs. Depuis le commencement des crises sociales, les jeunes acteurs de la révolution ont choisi délibérément des orientations et des choix subversifs. On a longtemps pensé que ces orientations étaient avant tout générationnelles et que les outils technique et technologiques utilisés répondaient justement à ce mécanisme de *citoyenneté nouvelle génération* (I. Fadhoun, 2018) dans l'espace dit « postmoderne » (blogs, facebook, twitter, youtube etc..).

D'ailleurs, c'est par l'utilisation de ces outils qu'ils ont pu gagner en force, en crédibilité en dénonçant le système qui les a laissés pour compte.

Or, la période électorale de 2019 démontrera que ce n'est pas une question de déterminisme technique, ni affaire de schisme religieux vs séculier, ni affaire de génération, mais de mécanisme politique associant connaissance du système, force d'instigation et force de subversion. Pour le sociologue Mohamed JOUILLI, « *les jeunes bricolent entre ces éléments, modernités, traditions, il n'y a plus ce clivage* »¹². Ce n'est plus une question de représentativité générationnelle pour les jeunes électeurs tunisiens, mais une question de représentativité des mécanismes de la pensée des jeunes et de la révolution.

Neuf jeunes sur dix ont voté pour le nouveau président, Kais Saïed¹³. C'est le signe d'une certaine reprise de contrôle des jeunes « à qui on aurait volé la révolution ». Cette catégorie d'électeur n'a pas forcément besoin de revenir au conservatisme et à la rigidité politique. Les jeunes ont compris que parmi le panel de candidats de courants et d'acteurs, Kais Saïed a su rassurer par un discours unifiant et par un mécanisme politique ciblé vers la masse et particulièrement vers les jeunes et la société « d'en bas ». Sa stratégie politique a été optimale : l'instigation, une entrée en politique nouvelle, le soutien à la révolution et aux jeunes depuis 2011, un discours tourné exclusivement vers l'intérêt du peuple, une proximité de terrain, une absence de dossier de corruption etc... C'est sans doute l'approche nouvelle de la politique développée par Kais Saïed qui a séduit une importante catégorie de jeunes. Comme nous l'avons évoqué au début de notre article, c'est le mécanisme de travail politique en période électorale qui prévaut les résultats, malgré ses positions conservatrices assez controversées.

En effet, la stratégie utilisée pour la campagne électorale de Kais Saïed est restée dans l'alignement des modes d'actions et de gestion de la société civile : Le candidat a opté d'emblée pour une campagne locale, associative. Dès 2013 et 2014, Kais Saïed a commencé à se rendre dans des clubs, les débats citoyens, les petits rassemblements de jeunes avec une écoute attentive des doléances. Le techno déterminisme n'avait plus autant d'importance dans cette configuration adoptée par les jeunes. Kais Saïed, aidé des jeunes tunisiens, s'est

¹² <https://www.africaradio.com/news/tunisie-kais-saied-un-president-elu-par-les-jeunes-158342>

¹³ L'Instance supérieure indépendante pour les élections (ISIE) a confirmé lundi 14 octobre la victoire avec 72,71 % des voix du nouveau président Kais Saïed, contre 27,29 % pour l'homme d'affaires Nabil Karoui.

démarqué des autres candidats par une campagne électorale avec faibles ressources matérielles, et d'un discours qui a répondu à la jeunesse et sans dépendance de l'outil technique, notamment les TIC. Il a d'ailleurs beaucoup marché, sillonné le pays, entendu les citoyens, un travail de terrain méticuleux, sans attaque auprès des adversaires, sans surmédiation de son travail, une campagne en somme révolutionnaire de simplicité et d'authenticité, tout ce que recherchent les jeunes depuis bien avant 2011.

Lors du débat télévisé qui l'a opposé à Nabil Karoui, Kais Saïed prouva son authenticité vis-à-vis des jeunes « *Je ne fais pas de promesses, c'est aux jeunes de formuler leurs attentes et ils savent ce qu'ils veulent. Et c'est à nous de formuler politiquement et juridiquement ce que les jeunes demandent.* ». Par ce discours, Kais Saïed envoi un second message aux acteurs du politique. C'est une manière d'afficher son décalage avec les autres candidats usant de mécanismes traditionnels, mais c'est aussi une façon de chercher à subvertir l'ensemble du système qui légitimera et validera officiellement sa victoire. C'est bien cet aspect paradoxal du personnage qui nous semble pour l'heure encore difficile à analyser.

Le nouveau président a une approche paradoxale et c'est justement ce qui peut fonctionner avec les jeunes électeurs. Car même si son projet est révolutionnaire, Kais Saïed est attaché à préserver les institutions. Il prétend proposer des moyens légaux de pression sur les institutions à partir d'un travail collectif. Une manière de réécrire le rapport au politique, d'inventer de nouvelles pratiques citoyennes, qui permettrait une réconciliation avec les institutions.

En conséquence, la jeunesse tunisienne a démontré par son soutien à Kais Saïed, qu'elle est capable de suivre un meneur en participant avec sérieux à une campagne politique sans populisme ou système de perversion politique. Dès lors, ils ont saisi l'opportunité d'être objet d'instigation et ont mis leurs répertoires d'action collectives à la disposition d'un acteur politique. L'hybridation politique est encore plus forte dans ce cas de figure car elle est non seulement éloquente mais, bien plus, elle réagit comme la fusion des deux formes d'hybridation, celle du politique et celle d'une catégorie importante de citoyens.

Même si son projet de démocratie participative nécessite le soutien des deux tiers de l'Assemblée pour pouvoir réformer la Constitution, il a réussi, malgré le décalage générationnel à réconcilier une bonne catégorie de tunisiens et notamment les jeunes, avec

la politique et le rapport à la gouvernance. La jeunesse tunisienne avait pris ses distances avec la politique depuis 2013, depuis l'assassinat de Chokri Belaid, de l'échec de la gouvernance de la Troïka et de l'absence de dialogue et de proximité avec les parlementaires. La décentralisation, la percée des listes indépendantes, notamment aux élections municipales en 2018 avec 32,3% des suffrages, et l'intégration des jeunes au sein d'associations indépendantes démontrent bien la distanciation assumée de cette catégorie électorale vis-à-vis des groupes politiques traditionnels. Seul un mécanisme révolutionnaire en campagne électorale pouvait trouver répondeurs parmi les jeunes électeurs.

Conclusion

Aux vues de notre étude relative aux nouvelles forces politiques tunisiennes apparues pour la période électorale de 2019, nous constatons une profonde transformation des adhésions politiques à l'échelle nationale tant au niveau citoyen qu'au niveau des acteurs politiques. Ces transformations s'opèrent sous l'effet d'un *double bind* produit par les fragmentations de partis et la démultiplication de listes et d'acteurs indépendants qui présagent un affaiblissement des forces politiques et un rapport fragmenté avec la « masse ». Ce n'est plus la grande force du groupe politique qui s'engage à défendre l'intérêt du peuple mais de petits groupes et des acteurs indépendants de part et d'autre qui occupent progressivement la scène politique tunisienne. C'est cette transformation politique que nous qualifions d'hybride et qui trouve son intersectionnalité dans l'hybridation de la citoyenneté en Tunisie.

Parmi les contraintes, c'est également la marginalisation d'un président de la république qui certes a réveillé la citoyenneté somnolente d'une importante partie des jeunes électeurs entrés dans un processus de politisation nouveau. Mais, il convient de dire que la trajectoire empreintée est signalée par une absence de visibilité du futur. Cela tient d'abord aux ambitions révolutionnaires du président élu de réformer la constitution, ce qui nécessitera le soutien d'au moins deux tiers de l'Assemblée, un défi encore utopique. C'est également le manque de solution alternative et la confrontation avec d'autres partis au pouvoir qui risquent d'alourdir une situation politique déjà bien fragilisée. Kaïs Saïed incarne les espoirs déçus de 2011, en portant la voix des marginaux et en voulant rétablir la dignité et combattre les inégalités régionales. Il a bâti sa campagne sur un objectif légitime et incontestable. Une sorte

de revanche permettant de répondre aux doléances des tunisiens ayant participé activement aux bouleversements sociaux de 2011.

Parallèlement, l'apparition de nouveaux courants et acteurs traduit un mouvement de recomposition du paysage politique déplaçant le schisme Islamistes vs Démocrates vers d'autres formes d'oppositions de type Réactionnaires vs Démocrates Progressistes Libéraux. Les réactionnaires intègrent de surcroît un ensemble d'acteurs opposés entre eux tels que les rcdistes et les islamistes. Ce déplacement s'établit indépendamment des objectifs de la révolution, fondamentaux pour les jeunes et que seul le président élu a pris au sérieux dans son rôle joué durant sa campagne électorale.

En revanche, la montée en force des réactionnaires incarne la droite et l'extrême droite sur la base idéologique du nationalisme arabe, espérant ressusciter le passé qu'il soit bourguibiste, rcdiste (PDL) ou encore islamiste, car il est bien question de renaissance (Ennahdha).

La nouveauté de ce paysage politique réside dans l'apparition de ce qui peut sembler une incohérence avec les objectifs initiaux de la révolution. Cela n'empêche que ces courants ont séduit l'électorat tunisien qui leur ont accordé le droit de siéger en grand nombre à l'ARP. C'est dire le soutien d'une importante frange de l'électorat tunisien, y compris les transnationaux pour le PDL, El Karama ou encore Ennahdha.

L'hybridation des dynamiques par la fragmentation et l'apparition de nouveaux courants est bien citoyenne avant d'être politique. Loin d'offrir des perspectives réellement constructives et l'espoir d'une efficacité, ces nouveaux courants seraient dans le déni des réalités et l'immobilisme quand tout se transforme à vitesse accélérée. Aujourd'hui, si l'on peut parler de schisme en Tunisie, c'est bien la confrontation de deux types d'acteurs : ceux qui seraient opposés au changement, les partisans de la restauration, et ceux qui souhaitent déconstruire pour refonder, les partisans de la révolution. L'ensemble participant de l'hybridation politique.

Quel que soit le bilan que l'on fait de la situation politique actuelle et malgré les épisodes de tensions et de surprise, force est de constater que ces élections tunisiennes ont produit deux acquis fondamentaux : le retour en force des jeunes et la persistance d'une importante frange de la société tunisienne à vouloir préserver les acquis de la révolution.

BIBLIOGRAPHIE

Ayari, Michaël Béchir, 2009 « Tolérance et transgressivité : le jeu à somme nulle des gauchistes et des islamistes tunisiens », *L'Année du Maghreb*, V | 2009, 183-203.

Ben Néfissa Sarah, 2011, g« Mobilisations et révolutions dans les pays de la Méditerranée arabe à l'heure de « l'hybridation » du politique. Égypte, Liban, Maroc, Tunisie », *Revue Tiers Monde*, 2011/5 (HS), p. 5-24. DOI : 10.3917/rtm.hs01.0005. URL : <https://www.cairn.info/revue-tiers-monde-2011-5-page-5.htm>

Debbich Yazid, 2012, « « Orphelins de France » vs. « séides du Golfe » ? La Tunisie n'est pas (encore) schizophrène », *Outre-Terre*, 2012/3 (n° 33-34), p. 427-443. DOI : 10.3917/oute.033.0427. URL : <https://www.cairn.info/revue-outre-terre1-2012-3-page-427.htm>

Edouardo DE FARIA, Edouardo, 2000, « MENÉNDEZ Y PELAYO MARCELINO - (1856-1912) », *Encyclopædia Universalis* : <http://www.universalis.fr/encyclopedie/marcelino-menendez-y-pelayo/>

De Jouvenel, Bertrand, 1976, *Cours d'histoire des idées politiques à partir du XIXe siècle*. Faculté de droit et des sciences économiques de Paris, 1966-1967. 1967 ; devient : *Les débuts de l'Etat moderne. Une histoire des idées politiques au XIXe siècle*. Paris, Fayard, 1976.

Fadhloun Itidel, 2018, « Construction du transnationalisme à l'épreuve des crises identitaires. Cas des migrants et descendants de migrants tunisiens en Rhône-Alpes. » ; thèse présentée à la l'Institut d'Etudes Politiques de Lyon, Ecole doctorale Lyon 2, Laboratoire Triangle UMR5206. Cnrs. pp.166-173

Jodelet Denise, 1991, « Représentations sociales : un domaine en expansion ». In Denise. Jodelet (dir.) ; *Les représentations sociales*. Paris : PUF.

Joppke Christian, 2007, « Transformation of Citizenship : Status, Rights, Identity », *Citizenship Studies*
Kalampalikis Nikos, 2003, « L'apport de la méthode Alceste dans l'analyse des représentations sociales », in Jean-Claude Abric (dir) (2003); *Méthodes d'étude des représentations sociales*. Ramonville, Érès, 2003.

Krieg-Planque Alice, 2006, « 5. L'intentionnalité de l'action mise en discours. Le caractère intentionnel des crimes de masse sur la scène médiatique », dans : Marc Le Pape éd., Crises extrêmes. Paris, La Découverte, « Recherches », 2006, p. 88-102. URL : <https://www.cairn.info/crises-extremes--9782707149800-page-88.htm>

Merritt Roe Smith, Leo Marx (en), 1994, Does Technology Drive History? The Dilemma of Technological Determinism [archive], MIT Press, p. 103

M'Rad Hatem, sous la dir, 2017, Facebook en Tunisie, faiseur de politique ou espace public ?, ATEP, Konrad Adenauer Stiftung, Tunis, p.105

M'rad, Hatem, 2013, La contre-révolution en Tunisie. Les islamistes d'Ennahdha : entre la révolution et la contre-révolution. Association Tunisienne d'Etudes Politiques. Les conférences de l'ATEP. Décembre 2012. 221.p

Offerlé Michel, 1988, Le nombre de voix. In: Actes de la recherche en sciences sociales. Vol. 71-72, mars 1988. Penser la politique-1. pp. 5-21. DOI : <https://doi.org/10.3406/arss.1988.2404>. www.persee.fr/doc/arss_03355322_1988_num_71_1_2404

Rocard Michel, 2006, « Comment existe-t-on en politique ? », Études, 2006/1 (Tome 404), p. 59-70. DOI : 10.3917/etu.041.0059. URL : <https://www.cairn.info/revue-etudes-2006-1-page-59.htm>

Tilly, Charles, 1984, « Les origines du répertoire d'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne », Vingtième Siècle. Revue d'histoire, vol. 4, no 1, 1984, p. 95

Tilly, Charles, 1986, La France conteste, de 1600 à nos jours, Paris Fayard, espace du politique, Fayard, 1986, pp.137-138

Tilly Charles, Tarrow Sidney, 2015, Politique(s) du conflit. De la grève à la révolution, traduit de l'anglais (États-unis) par Bouyssou Rachel. Presses de Sciences Po, « Références », 2015, 402 pages. ISBN : 9782724618006. URL : <https://www.cairn.info/politique-s-du-conflit--9782724618006.htm>

TROTSKY, Léon, 1919, De la Révolution d'Octobre à la paix de Brest-Litovsk, édition de la revue Demain, Genève, 1919, 160 p.

William A., Ninacs, 2002, « Types et processus d'empowerment dans les initiatives de développement économique communautaire au Québec » ; thèse présentée à la faculté des études supérieures de l'université Laval, Ecole de service social, faculté des sciences sociales, université Laval , Québec. janvier 2002. P.48